

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 66 (2004)

Artikel: Des années tournantes
Autor: Steinauer, Jean
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-818246>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Croquis d'ambiance

DES ANNÉES TOURNANTES

Quelques repères sur le contexte
où se développe, sur une décennie,
l'affaire de la rue des Bouchers:
un régime en débâcle, une économie en expansion.

PAR JEAN STEINAUER

L'affaire de la rue des Bouchers couvre les années tournantes de Fribourg. Dans les décennies 1950 et 1960, ce canton rural s'industrialise. Sur le plan politique, il se banalise: Fribourg, formulera Roland Ruffieux, renonce à se prendre pour un petit Portugal et la république conservatrice à la culture unanimiste, héritée de Georges Python, fait place à une démocratie pluraliste comparable – en gros – aux systèmes des autres cantons du Plateau suisse. Ces éléments de contexte éclairent le déroulement de la querelle sur plusieurs points.

Une forteresse assiégée

Quand la bataille de la nouvelle chancellerie prend feu, le Parti conservateur chrétien-social est encore hégémonique dans le canton. On avait pu croire au sortir de la guerre (élections de 1946) que la percée socialiste, la vitalité des radicaux bullois et le culot des jeunes-conservateurs introduisaient une dynamique nouvelle; c'était prématuré. L'ordre ancien avait vacillé, il s'est vite ressaisi. En 1956, Fribourg a fêté le centenaire de Georges Python sur un fond idéologique et dans un style que le fondateur de la République chrétienne n'aurait pas reniés lui-même.¹ En 1961, les conservateurs tiennent encore 74 des 130 sièges du Grand Conseil, et dans leur bastion singinois ils représentent... 93,6% des électeurs! Mais le système – le «Régime», comme on l'appelle, en y mettant une majuscule de respect ou d'irritation – vit ses derniers beaux

jours. En 1966, il s'effondre. Le parti conservateur perd une élection partielle au Conseil d'Etat, voit son aile chrétienne-sociale faire sécession, subit les effets d'une formidable poussée socialiste et perd, en même temps qu'un dixième de son électorat, la majorité absolue au Grand Conseil: plus que 56 sièges sur 130.

Cette date-repère marque la fin d'une époque où Fribourg vivait replié sur lui-même en cultivant un complexe obsidional. Dans leurs premiers livres de lecture, les écoliers apprenaient que depuis le temps de catastrophes anciennes, d'ailleurs récurrentes – la Réforme, la Révolution française, la défaite du Sonderbund, le triomphe du libéral-radicalisme –, le canton s'apparentait à une forteresse assiégée. L'extérieur était réputé hostile, par principe. A l'intérieur, l'unanimité était de règle. Par une coïncidence très symbolique, Fribourg voit aussi se dérouler en 1966 sa dernière Fête-Dieu «massive», sur le modèle médiéval amplifié et mis au point par la Contre-Réforme comme une profession de foi collective et institutionnalisée.² Plus trivialement, l'obligation de parler d'une même voix (la voix de son maître), ou de se taire si l'on n'était pas d'accord, était rappelée en cas de besoin par une formule condamnant comme trahison tout propos critique sur le régime ou le canton: «Un oiseau qui salit son nid est un sale oiseau», aimait à répéter le conseiller d'Etat Maxime Quartenoud. Autant dire que la presse était au garde-à-vous.

La Liberté («quotidien politique, religieux, social»), était l'organe officieux du pouvoir – de tous les pouvoirs, en vérité: le gouvernement, mais aussi l'évêché. *Le Fribourgeois*, de Bulle, fonctionnait comme organe officiel du parti conservateur et les *Freiburger Nachrichten*, gardiennes de la santé politique et morale de la Singine, représentaient un monument de conformisme. Les seules notes dissonantes étaient jouées par deux journalistes radicaux: Gérard Glasson, alias GG, alias CIVIS, fulminant contre les «tépelets» (conservateurs) dans *La Gruyère*, et en ville Marc Waeber, alias Marcus, alias ZED, dont les billets sardoniques faisaient tout le succès – et toute la matière rédactionnelle – de *L'Indépendant*. La presse de droite combattait ces adversaires, naturellement, mais ne contestait pas leur légitimité: comme ils étaient Fribourgeois et qu'ils publiaient à Fribourg, le linge sale se lavait encore en famille.

A l'inverse était réputée nulle et non avenue, car dictée forcément par la malveillance et l'hostilité à l'égard de Fribourg, toute critique imprimée dans les journaux extérieurs au canton – que les journaux indigènes appelaient génériquement, avec le mépris qui convenait, des «feuilles lémaniques» ou des «feuilles de boulevard». Les choses n'allaient vraiment changer, dans le domaine de la presse, qu'avec la décennie 1970; l'arrivée de François Gross à la tête de *La Liberté* en serait le symbole en même temps qu'une des causes.

On comprend mieux, dans ce contexte, la virulence des polémiques de presse (lettres de lecteurs et tribunes libres comprises) ainsi que le choc provoqué par la stratégie de contournement du Comité de sauvegarde de la rue des Bouchers. Un vrai scan-

dale! Non seulement Schmid, Thilo et leurs amis contestent une décision des autorités (ce qui constitue déjà un acte d'indiscipline grave dans une forteresse assiégée), mais encore ils en appellent au jugement des ennemis de Fribourg – les journaux lausannois, bâlois ou zurichoïses, les politiciens fédéraux, les grands manitous étrangers.

Casser l'image d'un canton attardé

Le déroulement de l'affaire, les passions qu'elle soulève et l'issue qu'elle trouve s'éclairent aussi par le contexte économique. Encore faut-il esquisser celui-ci à deux niveaux, celui des faits mesurables et celui des représentations.³

L'industrialisation du canton s'opère enfin de manière décisive. Les premières années 1950 ont été marquées par quelques tentatives brouillonnes menées sous l'autorité de Maxime Quartenoud, sous le slogan de la décentralisation, sous l'influence du modèle valaisan alors piloté par Henri Roh et sous l'égide d'une nouvelle loi fédérale pour le développement des régions de montagne. On rêvait d'usines dans chaque village, assurant la renaissance du monde rural. L'échec enregistré, voici qu'on accueille une réalité nouvelle, l'implantation de dizaines d'entreprises dans les zones industrielles créées autour de Fribourg, de Morat, de l'axe singinois. Il y a mutation de structures: surgissement de branches inconnues ou presque jusqu'alors dans le paysage industriel du canton (chimie, horlogerie, machines pour les arts graphiques, instruments de mesure électronique), primauté affirmée du secteur secondaire dans l'emploi de la population active (la paysannerie est désormais minoritaire), inversion du solde migratoire enfin – on importe plus d'Italiens qu'on n'exporte de Fribourgeois. C'est bien d'un décollage qu'il s'agit.

Certes, la conjoncture est porteuse. A quelques nuances près, les décennies 1950-1960 sont celles d'un boom permanent pour l'ensemble du pays, même si les indicateurs montrent pour Fribourg une croissance plus prononcée entre 1956 et 1961 que dans les cinq années suivantes. Non loin des frontières cantonales, de gros chantiers dopent l'activité: l'Exposition nationale de 1964 à Lausanne, la construction de l'autoroute entre cette ville et Genève. Et les conditions-cadre politiques sont impuissantes à modérer la surchauffe, tâche à laquelle les autorités fédérales s'emploieront à coups d'arrêtés urgents faute de disposer d'une base constitutionnelle et de lois appropriées. N'empêche. Le développement économique fribourgeois de ces années-là n'est pas seulement une retombée du climat radieux des Tente Glorieuses, il procède aussi d'une politique volontariste. En 1965 un ouvrage dont le titre va servir de slogan: *Fribourg, une économie en expansion*⁴, récapitule les faits économiques et accrédite, par son retentissement plus que par son contenu, l'idée nouvelle pour Fribourg que la croissance économique dépend beaucoup de la représentation qu'on s'en fait, et surtout qu'on en donne.

Or, depuis qu'en 1956 Paul Torche a repris le portefeuille ministériel de Maxime Quartenoud, décédé, le Conseil d'Etat travaille sur ce front de manière systématique, avec une double volonté. Au-dedans, faire comprendre que l'industrie n'est pas un mal nécessaire, justifié seulement par les débouchés qu'elle offrait à la production agricole. Au-dehors, casser l'image du canton attardé, rural, catholique et conservateur, et faire valoir les atouts de Fribourg – terrains, main-d'œuvre, fiscalité – pour y attirer des entreprises. La méthode initiée par Paul Torche fait recours aux services de professionnels (l'agence de publicité et relations publiques CIPR, de Genève) et mise sur un effet tam-tam incessant, les voyages de presse succédant aux conférences de presse et aux publi-reportages insérés dans la presse. Il s'agit bien sûr de la presse extra-cantonale, principalement celle de Suisse alémanique, puisque les investisseurs sont là-bas. D'où la nécessité de rompre avec l'attitude méfiante traditionnellement de mise à son égard.

En ce sens, le dénouement de l'affaire de la rue des Bouchers est très symptomatique du changement qui s'est produit, en quelques années, dans le contexte économique. Paul Torche, qui reste en retrait lorsque la bataille se déclenche, va se profiler en sauveur quand elle trouve sa solution: il sort Ciba et sa caisse de pension comme un magicien tirant un lapin de son gibus, aux applaudissements du public... et de la presse suisse dans son ensemble. Qui se souvient, alors, du temps cependant fort proche où l'on vouait aux gémonies ceux qui se répandaient dans les quotidiens de Bâle et de Zurich pour défendre la rue des Bouchers?

Pour autant, les bonnes habitudes ne se perdent pas tout à fait. Renonçant à caser toute l'administration cantonale dans le prolongement de l'ancienne Chancellerie, le gouvernement lance le projet d'une tour face à l'université pour y loger la Direction des finances – les facétieux l'appelleront, évidemment, la Tour d'argent. Comme ceux de la rue des Bouchers, ce projet doit profiter à l'entreprise Tacchini; une clause d'entrepreneur est stipulée à cette fin. Or, de 1961 à 1966, cette entreprise a été dirigée par Pierre Dreyer; une manière d'intérim dans le privé pour ce promoteur de l'économie cantonale, entre son temps dans l'administration comme chef de service chez Maxime Quartenoud puis Paul Torche, et son temps au Conseil d'Etat comme successeur de ce dernier.

Un enthousiasme délirant

A l'euphorie économique de ce tournant des années 1960 correspond, dans le domaine architectural et urbanistique, un optimisme ou pour mieux dire un enthousiasme, face à la modernité, qui paraît sans bornes. Des exemples ? C'est le triomphe du «style international» dont la nouvelle gare de Berne est l'emblème. C'est l'intérêt suscité par des projets qualifiés aujourd'hui de délirants, comme l'idée d'autoroutes amenant le trafic jusqu'au cœur des villes.

Ce contexte culturel pourrait expliquer en bonne partie l'assentiment général donné au projet de Pierre Dumas pour la nouvelle chancellerie de la rue des Bouchers. La plupart des gens trouvaient ça très bien («Il faut être de son temps», «Marquons notre époque», etc.), et ceux qui n'aimaient pas ça n'osaient pas trop le dire, crainte de passer pour des ploucs. Significative, à cet égard, est l'attitude de la Société des peintres, sculpteurs et architectes, section de Fribourg, résolument favorable au projet Dumas. Et si le projet final, celui de la caisse de pension Ciba, réconcilia tout le monde, c'est peut-être bien parce que son respect du passé s'arrêtait à l'enveloppe extérieure des maisons, à l'apparence. A l'intérieur, la démolition fut totale, et la reconstruction se fit sans timidité, sous le signe du confort et du progrès technique.

L'affaire de la rue des Bouchers se développe cependant assez longuement pour que, sur ce plan aussi, on puisse enregistrer un certain retour de balancier, sinon l'amorce d'un vrai changement de paradigme. Une réaction se fait jour dès le milieu des années 1960 contre le traitement cavalier infligé à la substance ancienne de la rue. La création de Pro Fribourg, qui prônera des restaurations douces et s'insurgera contre le faux-vieux, est une conséquence indirecte de l'affaire. Sur la fin de la décennie un architecte non conformiste, Walter Tuscher, diffuse un petit pamphlet où il moque l'hôtel à restaurants multiples construit de toutes pièces, et classé monument historique, sous l'invocation de «Berthold-Marmite-Escargot IV de Zaehringen». Y a plus de respect.

J. S.

Notes

¹ Récit détaillé in Pierre-Philippe Bugnard, *Le machiavélisme de village*, Lausanne 1983, p. 122.

² Voir Claude Macherel et Jean Steinauer, *L'Etat de ciel*, Fribourg 1989.

³ Je remercie Anne Piérart de m'avoir communiqué nombre d'informations et d'éléments de réflexion issus de son travail (en cours) sur «la politique de développement économique du canton de Fribourg pendant les Trente Glorieuses (1945-1973)».

⁴ Charles Chammartin, Gaston Gaudard, Bernard Schneider, *Fribourg, une économie en expansion*, Lausanne 1965.